

Brochure n° 3302

**Convention collective nationale**

IDCC : 2147. – **ENTREPRISES DES SERVICES D'EAU  
ET D'ASSAINISSEMENT**  
(2<sup>e</sup> édition – Juin 2002)

---

**AVENANT N° 4 DU 5 SEPTEMBRE 2005**  
RELATIF À LA NÉGOCIATION OBLIGATOIRE SUR LES SALAIRES

NOR : *ASET0551125M*  
IDCC : 2147

Entre :

Le syndicat professionnel des entreprises de services d'eau et d'assainissement,

D'une part, et

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

A l'issue de la présentation par le SPDE du rapport sur l'activité économique de la branche pour 2003-2004, et après avoir entendu les propositions des organisations syndicales représentatives, les parties sont convenues, afin de continuer à donner un caractère dynamique à l'évolution des minima de branche, de revaloriser ceux-ci de 2 % pour l'ensemble des groupes, soit de 1 à 8 inclus.

En conséquence, le tableau méthodologique élaboré dans l'avenant n° 3 a été complété, pour l'année 2005, et se présente désormais ainsi qu'il suit.

ÉVOLUTION DES PRIX à la consommation (hors tabac)		ÉVOLUTION DES MINIMA de salaire		DIFFÉRENTIEL
Année 2001	+ 1,6 %	Pour 2002	+ 1,8 %	+ 0,2 %
Année 2002	+ 2,1 %	Pour 2003	+ 2 %	- 0,1 %
Année 2003	+ 1,6 %	Pour 2004	+ 2 %	+ 0,4 %
Année 2004	+ 1,9 %	Pour 2005	+ 2 %	+ 0,1 %
Global multiplicatif	+ 7,4 %	+ 8,0 %		+ 0,6 %

Les parties sont également convenues de revaloriser le montant de la compensation minimale de l'astreinte stipulée à l'article 2 de l'avenant n° 3 de la convention collective de + 2 %, portant en conséquence sa valeur à 9,03 € par période de 24 heures.

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Salaires minimaux*

Les salaires globaux bruts minimaux annuels stipulés à l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant n° 3 de la convention collective sont désormais fixés aux valeurs suivantes :

GROUPE	EUROS
I	15 399
II	15 959
III	17 013
IV	18 084
V	21 182
VI	27 586
VII	37 768
VIII	44 666

### Article 2

#### *Compensation de l'astreinte*

La valeur de la compensation minimale de l'astreinte stipulée à l'article 2 de l'avenant n° 3 de la convention collective est désormais fixée à 9,03 € par période de 24 heures.

### Article 3

#### *Information des organisations syndicales*

A l'issue de la période de ratification du présent avenant, une copie de celui-ci sera envoyée, à l'initiative du SPDE, en recommandé avec accusé de réception à toutes les organisations syndicales.

#### **Article 4**

##### *Extension et prise d'effet du présent avenant*

Après signature par les parties du présent avenant, le SPDE en demandera son extension au ministre chargé du travail au plus tard 10 jours après l'expiration du délai d'opposition ouvert aux organisations syndicales.

Cet avenant entrera en vigueur le lendemain de la publication de l'arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 5 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)